

CARGO ALGÉRIEN DE GROS TONNAGE

Le *Blida* aux mains des pirates somaliens

L'arraisonnement puis le détournement du cargo algérien, le *Blida*, avec à son bord 23 membres d'équipage, 17 Algériens et 6 étrangers, ont été confirmés hier par le direction générale de l'International Bulk Carrier (IBC), filiale de Cnan-group chargée du transport maritime à cargaison homogène. Le cargo a été arraisonné par 4 pirates lourdement armés dans l'après-midi du samedi 1^{er} janvier 2011, à 280 km au sud-est du port de Salalah (Oman), selon le directeur général de l'IBC, M. Mansouri.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Le dernier message du commandant du navire a été émis, révèle M. Mansouri, à précisément 15 h 27 GMT. «Le commandant a donné la position du navire mais a également signalé l'approche, à grande vitesse, d'une embarcation à bord de laquelle se trouvaient quatre hommes armés. Depuis plus rien. Tous les téléphones ont été décrochés.» Œuvre fort certainement des pirates soma-

liens qui opèrent depuis de longues années dans cette partie de l'océan Indien, le détournement du *Blida* constitue le premier acte de piraterie en mer visant un navire algérien. Vraquier-céréaliier de gros tonnage, le *Blida* avait levé l'ancre au port de Salalah (Oman) et naviguait à destination de Dar-Es-Salam (Tanzanie).

Il était affrété coque nue par une société jordanienne, filiale de CTI jordanienne qui elle-même participe aux

capitaux de l'IBC. C'est à CTI Group Inc qu'incombe au sein de l'IBC la gestion des navires. Le *Blida* transportait du clinker, un composant servant à la fabrication du ciment. Parmi les 23 membres d'équipage à son bord, 17 sont des citoyens algériens alors que les 6 autres sont des étrangers, des Philippins et des Ukrainiens. La direction de l'IBC a entrepris depuis hier de prendre attache avec les familles des marins algériens ainsi tombés entre les mains des pirates pour les informer de ce qui est arrivé mais aussi les rassurer.

Le suivi et la gestion de l'affaire relèvent de la compétence du Centre des opérations de sauvetage et de sécurité (COSS) au niveau du ministère des Transports. En mer, ce sont les forces navales européennes qui agissent. Selon



Photo : DR.

M. Mansouri, ces dernières sont en contact avec le chef manager du cargo, un citoyen grecque, le seul membre de l'équipage resté joignable. Mais aucune information n'a filtré. Un black-out observé aussi du côté du ministère des Transports. Quant au ministère des Affaires étrangères,

le chargé de la communication était injoignable. D'ailleurs, même la très officielle agence de presse, l'APS, n'a pas jugé nécessaire, du moins jusqu'à hier en fin d'après-midi, de balancer l'information qui, au demeurant, était disponible sur le site web de l'opération Atlanta de lutte

contre la piraterie en Somalie des forces navales européenne et reprise par les journaux électroniques.

Pourtant, l'APS a visité le site en question pour puiser et publier une information relative à un autre acte de piratage ayant visé un bateau de pêche mozambicain, le *Vega 5* arraisonné au sud-ouest des Comores. Cela étant souligné, il y a lieu de rappeler aussi que l'armateur du cargo le *Blida*, l'International Bulk Carrier (IBC) est une des filiales privatisées de la Cnan-group. Son capital est détenu à hauteur de 51% par le groupe privé Pharaon.

Le groupe Pharaon est un consortium qui associe le Saoudien Mouniem Pharaon (24,5%), le Jordanien Djadani (24,5%) et l'Algérien Mustapha Laradji (2%).

S. A. I.

28 navires et plus de 654 otages sont toujours aux mains des pirates somaliens, selon les forces navales européennes de lutte contre la piraterie en Somalie. Les otages sont détenus dans des conditions lamentables, interdits du moindre contact téléphoniques avec leurs proches et leurs familles. Leur détention peut durer de longs mois. Tout dépend des négociations. Les pirates somaliens négocient généralement des rançons. La liberté des otages dépend donc des attitudes des armateurs et des gouvernements face aux demandes de rançons. A la fin décembre, un chimiquier allemand avec à son bord une vingtaine d'hommes a été libéré par les pirates somaliens contre une rançon de 5,5 millions de dollars.

CONSEQUENCE
DE LA CRISE DU LAIT
Le DG de l'Onil limogé

Ce qui n'était, depuis quelque temps, qu'une rumeur, vient de se confirmer. Le directeur général de l'Onil, Hafid Djelouli, a été limogé hier, suite à une décision du ministère de l'Agriculture et du Développement rural.

Selon des indiscretions le ministre, Rachid Benaïssa, a décidé personnellement de mettre de l'ordre dans le secteur du lait qui connaît depuis quelque temps beaucoup de perturbations, notamment l'Office national interprofessionnel de lait (Onil), où beaucoup d'«anomalies», paraît-il, ont été enregistrées. Ainsi, après avoir lancé le nouveau dispositif régissant le mode d'approvisionnement en poudre de lait des opérateurs privés, et l'organisation de la filière, le département de Benaïssa n'a pas attendu longtemps pour passer à l'action et opérer des changements à la tête de l'Office qui a en charge de gérer la filière (Onil).

Il y a à peine quelques jours, c'était le directeur central chargé de la production nationale de lait cru, Mokhtar Bouziane, un des plus anciens et influents cadres de l'Onil, qui a été déclassé. Le courant, paraît-t-il, ne passait plus entre lui et le DG limogé. Contacté, un responsable du ministère de l'Agriculture, qui a préféré garder l'anonymat explique : «Le ministre a décidé d'opérer des changements radicaux au niveau de cette filière. Depuis quelque temps, rien ne va plus, nous avons donc lancé un nouveau dispositif très ambitieux qui nécessite du sang nouveau au niveau de l'Onil. Il nous faut des responsables en mesure d'assurer la mission et mettre de l'ordre dans la filière.»

M. M.

MISE SOUS CONTRÔLE
DE CADRES DU MTP
Seul le DG de l'ANA concerné

Le directeur général de l'Agence nationale des autoroutes (ANA) est le seul cadre du secteur des travaux publics sujet à mise sous contrôle judiciaire et non trois cadres du MTP, comme supputé dans notre édition précédente. Dont acte.

C. B.

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Volkswagen insiste pour investir, le projet Renault «plus acceptable»

Le projet du constructeur automobile français Renault est «plus acceptable» et le constructeur allemand Volkswagen «insiste beaucoup pour venir investir», selon le ministre de l'Industrie, Mohamed Benmeradi.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Le ministre de l'Industrie, de la Petite et moyenne entreprise et de la Promotion de l'investissement, Mohamed Benmeradi, était l'hôte, hier, du Centre de presse d'El Moudjahid.

Attendu s'exprimer sur les projets de partenariat étranger dans le domaine de l'industrie automobile et mécanique, M. Benmeradi a été assez prolixe. Ainsi, le projet du constructeur français Renault dans le domaine de l'investissement automobile est «plus acceptable», dira le ministre de l'Industrie, en ce qu'il satisfait davantage aux attentes algériennes que les propositions initiales.

Selon l'invité d'El Moudjahid, le constructeur français propose notamment un volume de production de 75 000 véhicules pour une gamme de quatre modèles, avec un taux d'intégration

important et progressif et la commercialisation en association. Des propositions à l'examen, selon M. Benmeradi, au niveau d'un comité de suivi composé notamment des départements ministériels concernés et de la Société nationale des véhicules industriels (SNVI).

Voire, le constructeur automobile allemand Volkswagen «insiste beaucoup pour venir investir», affirme le ministre de l'Industrie, qualifiant d'«intéressants» les échanges en cours avec ce groupe.

Cela même si Mohamed Benmeradi n'a pas explicité le projet allemand, sinon qu'il bénéficiera du management de la sous-traitance et considère l'Algérie comme pied d'appui au marché africain.

Néanmoins, la partie algérienne, soucieuse de

développer l'intégration progressive, compte prendre son temps pour examiner ces propositions «très intéressantes» même si les deux partenaires «veulent aller plus vite». D'autre part, le ministre de l'Industrie a indiqué que des joint-ventures seront créées, courant janvier 2011, avec des industriels allemands de la mécanique. Il s'agit notamment d'un partenariat avec la SNVI pour la production d'autobus et de camions

avec un volume annuel passant de 1 500 unités actuellement à 15 000 en 2015. Dans le cadre du développement de la filière mécanique, doté de 44 milliards de dinars, le gouvernement compte notamment sur le lancement d'un partenariat de production de divers véhicules légers tout-terrains et de 30 000 moteurs diesels, respectivement à Bouchkif (Tialet) et à Ouled-Hamime (Constantine).

C. B.

RÉVISION DU CALENDRIER
DU DÉMANTÈLEMENT
TARIFAIRE

L'UE reconnaît le bien-fondé
de la demande algérienne

L'Algérie et l'Union européenne discutent, selon le ministre de l'Industrie, la proposition algérienne de revoir le calendrier de démantèlement tarifaire et de renégocier un quota de 1000 sous-positions tarifaires. Selon M Benmeradi, la partie européenne reconnaît le bien-fondé de la demande algérienne même si elle diverge quant au niveau du quota.

C. B.

APPLICATION DE LA
PRÉFÉRENCE NATIONALE
Un décret exécutif
en cours d'élaboration

Un décret exécutif est en cours d'élaboration, selon le ministre de l'Industrie, en vue de fixer les taux et modalités d'application de la préférence nationale aux produits et services d'origine algérienne. Ce décret concerne l'ensemble des investisseurs qui devront réinvestir la part des bénéfices correspondant aux exonérations ou réductions en matière d'impôts, droits, taxes, droits de douane et taxes parafiscales, dans un délai de quatre années à compter de la date de clôture de l'exercice dont les résultats ont été soumis au régime préférentiel.

C. B.

FONCIER INDUSTRIEL
9 000 à 10 000 ha récupérables

Neuf à dix mille ha de foncier industriel sont récupérables et disponibles pour l'investissement, selon le ministre de l'Industrie, notamment 700 à 800 ha à Bellara. 30% du foncier industriel est inutilisé, voire détourné de sa vocation, et convaincu que l'entretien et la gestion des zones industrielles ne relève pas de la vocation de l'Etat, Mohamed Benmeradi a pourtant relevé la volonté de son département de mettre de l'ordre et d'imposer des mesures coercitives.

Des opérations de réhabilitation, d'aménagement et la création de 24 zones industrielles et 60 zones d'activité sont lancées, pour un coût de 19,265 millions de dinars

C. B.